

Jack WODDIS. — L'avenir de l'Afrique

(" Cahiers libres " n° 60, Paris, Maspéro, 1965)

Pour Jack Woddis, l'Afrique est bien partie. Cet économiste marxiste anglais analyse, en 143 pages, les facteurs communs propres à l'Afrique (surtout anglophone) : structures politiques, question du parti unique, rôle du panafricanisme et unité de l'Afrique qui, en dépit d'obstacles internes et externes, rejoindra à plus ou moins longue échéance le camp socialiste.

En effet, dès l'abord, J. Woddis répond positivement et avec une conviction passionnée à la question de savoir si l'Afrique prendra une voie de développement non capitaliste. « Tous les pays d'Afrique deviendront inévitablement socialistes » (p. 47). Car, pense-t-il, cette option générale des pays africains pour le socialisme découle de l'impossibilité du développement capitaliste qui ouvre la porte à la sujétion étrangère, le capitalisme étranger dominant le capitalisme national encore à l'état embryonnaire (comme le montre l'Amérique latine). S'il n'existe pas de « troisième voie », J. Woddis estime que le passage au socialisme peut faire une étape de transition où l'on tolère le capitalisme. Mais, en fait de socialisme, l'auteur se méfie des qualificatifs de « traditionnel », « démocratique » ou « musulman ». Le socialisme se fonde sur l'opposition de classes. Seul le socialisme scientifique, par ces lois générales qui n'excluent pas la spécificité des voies et de ses formes, permet le développement économique par la prise en mains par les travailleurs du pouvoir politique, la collectivisation des moyens de production, la planification et l'africanisation de l'appareil d'Etat. La réalisation de ces objectifs, si elle est facilitée par la faiblesse du capitalisme africain, se heurte néanmoins au tribalisme, aux superstitions, à l'infériorité du statut de la femme etc...

Mais J. Woddis, si convaincu de l'inéluctabilité du triomphe du socialisme en Afrique, émet un doute. « L'éviction de l'impérialisme, la réalisation de la réforme agraire, l'industrialisation, l'extension de la démocratie, tout cela ne constitue pas le socialisme » (p. 46). Cette argumentation ne manque pas de rappeler celle des défenseurs d'un « socialisme africain ». Analysant le principal danger du socialisme, le néo-colonialisme, l'auteur en signale les manifestations mais ne tient pas la balance égale dans la confrontation des situations des Etats en relations, les uns avec la CEE, les autres avec le Common Wealth.

A vrai dire, ce que Woddis élude facilement, c'est l'impossibilité pour les uns comme pour les autres de renverser le courant des échanges préexistants à l'indépendance des pays africains. Ceux-ci, dans leur effort de développement économique, ne peuvent, comme l'attestent maints exemples, réorienter brutalement ou bouleverser leurs économies.

Sur le Parti unique et la démocratie, le mérite de Woddis est de signaler les difficultés nées de la reconversion en parti du mouvement nationaliste et « l'occidentalocentrisme » de certains africains. Plus

que la forme, c'est le contenu du Parti unique qui offre la garantie de l'édification du socialisme et de la démocratie (p. 137). Ici l'analyse de l'auteur accuse une lacune : elle ne saisit pas la réalité des forces politiques concrètes en Afrique. Comme chez B. Davidson et d'autres africanistes, l'étude des forces en présence ignore les forces organisées telles que l'Armée et les syndicats. Or toute l'évolution des situations est le produit du rapport de ces trois forces en présence, (parti, armée, syndicat).

Abordant le panafricanisme et la personnalité africaine J. Woddis pêche par excès d'optimisme dans la mesure où il en surestime la portée. Sans doute, l'Unité est au premier plan du débat africain ; sans doute aussi une communauté de destin et de lutte joue dans le sens du renforcement de la solidarité interafricaine ; mais ni l'exemple américain, ni l'exemple soviétique d'unité qu'il étudie ne sont transposables en Afrique (p. 97). Au demeurant, les tentatives de regroupement et d'union d'Etats africains ont révélé l'ampleur d'obstacles internes et externes. Et si, dans la post-face du livre, l'auteur salue le grand rassemblement d'Addis Abéba et le progrès décisif de cette unité, il n'en mesure pas moins les difficultés et la perspective qu'il trace à l'Afrique, « consciente qu'elle va du capitalisme au socialisme », constitue davantage un credo qu'une réalité unanimement accueillie en Afrique.

L'ouvrage de J. Woddis, comme celui de Davidson apporte des idées et des thèmes de réflexion, antidotes utiles au paternalisme et à la froideur d'auteurs comme Buchmann (l'Afrique Noire Indépendante).

Nour Eddine AZI

Ruth SCHACHTER-MORGENTHAU. — Political parties in french-speaking west Africa. (The Clarendon press, Oxford, 1964, 445 p.)

L'ouvrage de Mrs Schachter-Morgenthau est important à plusieurs points de vue. Tout d'abord, il comble un vide, sans pour autant être une œuvre de circonstance. Ensuite il apporte des lumières nouvelles sur la question, grâce à une approche originale. Enfin, il représente la somme des connaissances actuelles sur un sujet encore assez mal connu des politologues et juristes de langue française.

L'intérêt de l'auteur pour les problèmes politiques africains et particulièrement pour les partis politiques de l'Afrique de l'Ouest francophone, est ancien. Ses articles (1), une thèse de doctorat à Oxford et un premier ouvrage publié en collaboration avec l'africaniste Thomas Hodgkin (2) suffiraient à le démontrer. Aussi, ce que nous lisons repré-

(1) Notamment : « Single party systems in West Africa ». *The American Political Science Review*, Juin 1961.

(2) Hodgkin : T. et Schachter, R., *French-Speaking West Africa in Transition* International Conciliation 528, Carnegie Endowment for International Peace, 1960